

Dans le Golfe, un premier test de résistance

INFLUENCE Ces dernières années, les Emirats arabes unis se sont fait une place de choix dans des secteurs jadis dominés par la Suisse, comme la diplomatie, la finance et le négoce de matières premières. La guerre en Iran fragiliserait-elle leur position?

STÉPHANE BUSSARD, RICHARD ÉTIENNE
ET SÉBASTIEN RUCHE

En 2024, le Salon de l'automobile de Genève, un rendez-vous centenaire, disparaissait. Remplacé par une édition au Qatar. Les négociations entre Kiev et Moscou se tiennent désormais autant à Abu Dhabi que dans la Cité de Calvin. Le pétrole russe, négocié en Suisse avant le conflit en Ukraine, est aujourd'hui surtout traité au Moyen-Orient. Les Emirats grignotent des parts de marché occupées par la Suisse. On peut même skier à Dubaï.

La guerre en Iran, un pays qui répond en bombardant ses voisins, remettrait-elle en cause leur essor? Des chroniqueurs de Bloomberg le craignent. Cette semaine, l'éditorialiste Lionel Laurent a écrit que «le statut de Dubaï en tant que paradis fiscal à la Suisse commence à se fissurer» tandis que son collègue Javier Blas a pointé un sacré talon d'Achille: le Moyen-Orient dépendrait démesurément de ses usines de distillation, des cibles faciles mais essentielles pour accéder à l'eau potable.

Essor remis en cause? Et quel essor? Point de situation dans les trois secteurs où la concurrence semble particulièrement importante: la finance, le négoce de matières premières et la diplomatie.

■ Finance: Dubaï ne vit plus à l'ère des pirates

Dubaï ne vit plus à l'heure des pirates et des escrocs de la finance comme c'était le cas il y a 20 ans. De centre offshore à l'ancienne, l'émirat s'est transformé en pôle financier, en copiant le modèle de Singapour ou de la Suisse.

L'offre de gestion de fortune est devenue plus sophistiquée, afin que l'importante clientèle régionale (et captive) professionnalise la gestion de ses avoirs. Cette montée en gamme s'est réalisée avec l'arrivée massive d'acteurs occidentaux – y compris suisses.

La plupart des grandes banques helvétiques disposent ainsi d'une présence locale à Dubaï, qui est aussi présenté comme le premier choix des gérants indépendants genevois au cas où ils devraient déplacer leur activité de base, selon la dernière enquête conjoncturelle de la Fondation Genève Place Financière.

Ouvrir une entité aux Emirats permet de servir leurs clients non européens tout en conservant leur ADN à Genève ou à Zurich, où les avoirs continuent à être déposés, et de bénéficier encore d'un service sans équivalent. Entre la Suisse et les Emirats, on parle donc autant de concurrence que de synergie.

Ceux qui recherchent une réglementation plus légère regarderont ailleurs, mais le cadre dubaïote est jugé plus lisible et prévisible qu'en Suisse. Après la vague initiale de Russes, souvent partis de Chypre, l'émirat attire des Américains et des Chinois. Ces derniers cherchent à être



Une frappe iranienne a touché dimanche dernier un entrepôt dans la ville côtière de Charjah, adjacente à Dubaï. (LER MARS 2026/ALTAF QADRI/AP PHOTO)

moins centrés sur leur zone d'origine et à prendre le pouls du reste du monde.

Une autre explication à l'attrait de Dubaï tient à l'attitude de la Suisse, selon un professionnel de la finance: «Ces grands mouvements d'individus fortunés concernent surtout des profils que la Suisse ne juge pas utile de retenir, comme des entrepreneurs des cryptomonnaies, des acteurs du négoce de matières premières, des membres de la diaspora russe, des sportifs en activité ou des entrepreneurs de la technologie; cela n'est pas lié à un éventuel excès de réglementation en Suisse ou à la seule fin du statut fiscalement avantageux de *resident non-dom* au Royaume-Uni.»

■ Matières premières: concurrence ou synergie?

Du côté des matières premières, Adnoc, la compagnie pétrolière nationale des EAU, a ouvert une antenne de négoce à Genève en 2023. Mais son principal bureau de trading demeure à Abu Dhabi. BGN, un autre poids lourd méconnu, étoffe ses effectifs dans son siège genevois et à Dubaï. Les exemples d'entreprises prospérant dans les deux cités abondent.

Dans le secteur, Genève et Dubaï, mais aussi Singapour, Houston et Londres, font office de pôles. Des bastions qui travaillent en synergie tout en se faisant concurrence. Avec chacun leurs avantages, faiblesses et complémentarité, notamment en ce qui concerne les fuseaux horaires.

Ces dernières années, l'essor de Dubaï a été spectaculaire, dopé tant par la géopolitique que par une promotion économique importante. La guerre en Ukraine et les sanctions sur les hydrocarbures russes ont engendré une nouvelle vague dans les Emirats. Un élan défavorable à Genève où près des deux tiers du pétrole russe étaient négociés avant la guerre, selon nos calculs, en général par des grands noms comme Vitol, Trafigura ou Litasco. Désormais, plus une goutte de pétrole russe n'est traitée en Suisse. Ce commerce a été repris par des entreprises méconnues, souvent basées dans les Emirats ou à Hongkong.

«A Dubaï, les autorités font tout pour attirer les entreprises, alors qu'en Suisse elles sont très attentistes»

FLORENCE SCHURCH, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE SUISSENÉGOCE

Concurrence ou synergie? «Les deux, car on peut faire à Genève des choses qu'on ne peut faire à Dubaï et vice-versa», selon Florence Schurch, la secrétaire générale de la faitière Suisssenégoce. «Dubaï n'a pas repris les sanctions contre le pétrole russe, les financements y sont facilités et il

y a moins d'impôts. En Suisse, les banques connaissent parfaitement le financement du négoce et nous avons une bonne réputation.»

Les négociants en pétrole, en gaz et en céréales ont fait leur apparition dans les EAU dans les années 1990. Les grandes firmes, de LDC à Mercuria, ont de longue date un bureau à Dubaï, tout comme les banques. BIC-BRED, un établissement financier, a ouvert un bureau à Dubaï en 2022. La BCGE y a aussi une antenne.

A Dubaï, une bonne partie de ces sociétés sont installées dans une «Swiss Tower», elle-même dans une zone franche, le Dubai Multi Commodities Centre, qui réunit des milliers d'entreprises – dont BGN.

«Nous ne voyons pas de rivalités entre Dubaï et Genève. Tant les EAU que la Suisse sont clé pour nous et nous employons dans chacun de ces pays une cinquantaine de personnes», indique Deia Markova, la directrice financière de BGN. «Chaque place a ses atouts. La Suisse possède une tradition dans le négoce, avec une expertise approfondie, un écosystème financier solide et un vivier de talents très expérimentés. Les EAU offrent une connectivité exceptionnelle aux marchés du Moyen-Orient, d'Asie et d'Afrique et un cadre commercial en pleine croissance.»

«Des entreprises quittent la Suisse pour s'installer à Dubaï, mais nous avons aussi l'exemple d'une entreprise à Dubaï qui réfléchit à venir s'installer en Suisse», indique Florence Schurch. Selon

l'Office fédéral des statistiques, un nombre croissant d'entreprises émiraties – près de 50 en 2024 – se trouvent en Suisse. Plus de 400 entreprises suisses se trouvent à Dubaï, un chiffre en plein boom, selon Swissinfo.

«A Dubaï, le secteur se développe plus vite; chaque année, il y a beaucoup plus d'entreprises qui s'y créent. Les autorités font tout pour les attirer, alors qu'en Suisse, elles sont très attentistes. La Suisse se repose sur ses lauriers», estime Florence Schurch. «Des entreprises à Dubaï ont proposé à leurs collaborateurs de rentrer chez eux, souvent en Suisse. Est-ce que la situation actuelle remet en cause l'essor des Emirats? Je n'en sais rien, et c'est trop tôt pour le dire», indique la représentante de Suisssenégoce.

■ Diplomatie: une concurrence qui se durcit

Sur le plan diplomatique, l'impact de la guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran peut-il freiner les aspirations de certains Etats du Golfe à se présenter comme de nouveaux lieux du multilatéralisme et de la médiation? Il est aussi trop tôt pour le dire. Mais il est certain que cette région du globe offre une concurrence nouvelle à la Genève internationale.

En mars 2025, deux mois avant la guerre des 12 jours déclenchée par Washington et Tel-Aviv contre la République islamique, des négociations avaient eu lieu à Abu Dhabi, mais la Suisse, qui représente pourtant les intérêts américains à Téhéran, n'avait pas

contribué à leur tenue. Donald Trump était passé par le conseiller diplomatique émirati Anwar Gargash pour transmettre une lettre à l'ayatollah Ali Khamenei. Quand ce dernier avait voulu s'adresser aux Etats-Unis, il avait utilisé l'intermédiation d'Oman.

Ces dernières semaines, la Genève internationale a retrouvé un peu de son lustre en accueillant des négociations entre Américains et Iraniens ainsi qu'entre Américains, Russes et Ukrainiens. Elle a pu bénéficier du changement de perception de la Suisse par la Russie, qui, jusqu'à la visite du conseiller fédéral Ignazio Cassis à Moscou en qualité de président de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ne considérait plus la Confédération comme un pays neutre.

Il est un Etat qui représente une menace plus marquée pour Genève: le Qatar

La Genève internationale a comme atout un environnement multilatéral unique et des infrastructures adaptées pour ce genre de pourparlers. Elle a aussi une longue tradition. Elle a ainsi accueilli de nombreuses négociations sur la Syrie, sur le Soudan. En juin 2021, le sommet Biden-Poutine, à la Villa La Grange, avait donné l'impression que Genève retrouvait son aura de la Guerre froide où elle avait accueilli de grands sommets dont la rencontre cruciale entre Reagan et Gorbatchev en 1985.

En dépit de cette embellie, la concurrence pour accueillir des sommets ou des négociations de paix devient de plus en plus féroce dans un monde multipolaire. Abu Dhabi a ainsi accueilli le premier cycle de négociations indirectes entre Washington et Téhéran. Oman a toujours été à la pointe dans la diplomatie relative à la République des mollahs. En 2013, des négociations secrètes, qui déboucheront plus tard sur l'accord sur le nucléaire iranien entre les Etats-Unis et l'Iran, se déroulent dans le sultanat omanais.

Mais il est un Etat du Golfe qui représente une menace plus marquée pour Genève: le Qatar. Cette monarchie a déjà avancé plusieurs propositions pour héberger des organisations internationales installées à Genève. Elle démarcherait aussi des fédérations sportives établies à Lausanne.

La vraie question qui se pose aujourd'hui est de savoir si le positionnement des Etats du Golfe au Moyen-Orient peut supplanter celui d'une Genève internationale implantée dans un contexte international plus apaisé. On aura peut-être la réponse dans quelques années. ■